

*L'Adresse—M. Mazankowski*

La destruction volontaire de la vie humaine par l'avortement ne trouve pas sa justification dans la raison humaine et va à l'encontre de notre nature. La destruction de la vie humaine pour des raisons égoïstes est contraire à toutes les lois divines et humaines.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Monsieur l'Orateur, je crois que nous, les membres de la Chambre et les habitants du pays, devons nous rendre compte de ce fait. Dans notre société, la télévision et les autres organes d'information présentent des scènes dégoûtantes, de violence et de pornographie, souvent aux frais de l'État, sous couvert de «reportages sur le vif». Tout cela n'est en majeure partie qu'imbécillités sans valeur et sans imagination. Et peu importe les précautions prises par les parents, il leur est absolument impossible de protéger leurs enfants complètement contre ce genre d'ordures.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Notre société a remplacé la discipline et le châtiment par la tolérance et la réforme et, dans certains cas, la récompense. Le criminel est traité comme un malheureux inadapté et il reçoit souvent un traitement de faveur au nom de la réadaptation, alors que sa victime est laissée pour compte. Nous nous trouvons dans une société où les attitudes morales et sociales ne comptent pas dans l'évaluation d'un homme de son aptitude à s'épanouir pleinement et à servir la société. Nous constatons un usage accru de l'alcool et des stupéfiants ainsi qu'une proportion accrue de maladies vénériennes. On ne réussira jamais à les conquérir en prodiguant uniquement des soins. Ce sont des maladies sociales attribuables à un triste problème de comportement qui se pose dans la société.

Nous devons donc nous demander pourquoi. Nous vivons dans une société pourvue de connaissances techniques, intellectuelles et médicales et nous avons réalisé de grands progrès dans ces domaines. Mais en ce qui concerne les progrès humains, on ne peut que les qualifier, à mon humble avis, de vacillants et contestables. La chose est en grande partie attribuable à la ligne de conduite adoptée par le gouvernement et les intellectuels libéraux dont un grand nombre, à mon avis, sont trop instruits pour leur niveau d'intelligence et dont les attitudes à l'égard du comportement sont fondées sur la facilité et l'opportunisme plutôt que sur la fermeté et le sens commun.

Bien que notre régime d'instruction soit assez recherché et avancé, il n'a pas réussi à nous fournir les instruments nécessaires nous permettant de communiquer, de vivre en harmonie, de se comprendre, de collaborer les uns avec les autres, de tolérer et de respecter le caractère sacré de la vie humaine sous toutes ses formes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Oui, monsieur l'Orateur, les grands maux affligeant notre société ne se limitent certes pas seulement à la pollution de l'air, de l'eau et du sol, les esprits eux aussi sont pollués. Les conditions préalables d'une solution satisfaisante de ce problème sont la discipline, la lucidité, le respect des valeurs spirituelles et le travail. Mon intention n'est pas ici de jouer à celui qui a le monopole de la morale ou qui est un modèle de vertu. Je ne prétends pas le moins du monde que l'État et le gouvernement puissent réglementer le comportement et la morale. Mais j'estime que nos mesures législatives et nos régimes d'éducation peuvent et doivent être conçus de façon à refaire de la famille le principal pilier de notre société.

[M. Mazankowski.]

Nous devons adopter les voies et moyens de renforcer les liens familiaux, parce que la discipline commence au foyer et c'est là aussi que les difficultés commencent étant donné les nombreux conflits qui s'y manifestent. Ces institutions doivent travailler en harmonie avec la famille au lieu d'être en conflit avec elle. En outre, le gouvernement doit prendre immédiatement des mesures fermes pour mettre fin aux actes impitoyables perpétrés sous le couvert de l'avortement thérapeutique. C'est un meurtre, contraire aux lois de la nature humaine. C'est une méthode honteuse qu'il faut supprimer.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Je n'ai jamais été témoin d'une chose aussi incontestablement immorale devant laquelle le gouvernement réagisse aussi peu. L'État est chargé de conserver le précieux héritage de la vie surtout celle des innocents qui sont incapables de se défendre. Nous sommes arrivés au point, monsieur l'Orateur, où nous aurons bientôt à faire un choix, et ce choix sera clair. Il s'agira pour nous de décider si nous devons appuyer et défendre une philosophie de vie ou si nous devons abdiquer et nous abandonner à une philosophie de mort.

● (1540)

J'aimerais parler brièvement maintenant du transport, surtout du transport et du mouvement des céréales dans notre pays. Ce mouvement a atteint un stade très critique. Il y a cette année un retard d'environ 135 millions de boisseaux par rapport à l'an dernier. A Vancouver, 14 navires attendent actuellement d'être chargés et dix autres sont attendus au cours de la semaine. Les éleveurs de Thunder Bay sont à moitié pleins et il reste quatre semaines avant la reprise de la navigation. Ce n'est pas là un nouveau problème, j'en suis plus conscient depuis que je siège à la Chambre.

Les chemins de fer ont manqué à leur responsabilité, celle qu'ils avaient d'assurer le transport des marchandises et des voyageurs à travers notre vaste pays. Ils ont une mission à accomplir, et ne sont pas à la hauteur. Le gouvernement a la responsabilité de forcer les chemins de fer à jouer leur rôle et à s'acquitter de leurs obligations. Statistique Canada a rapporté aujourd'hui même que pour les deux premiers mois de l'année en cours, les chargements de wagons sont inférieurs de 3.5 p. 100 à ce qu'ils étaient l'an dernier pour la même période. La chose survient à un moment où l'on doit tout mettre en œuvre pour assurer le transport des marchandises, à un moment où l'économie progresse à un rythme passablement accéléré et où nous avons une grande quantité de marchandises à faire transporter d'un bout à l'autre du pays.

Nous prenons connaissance des déclarations du ministre responsable de la Commission canadienne du blé, des sociétés ferroviaires, de certains organismes agricoles qui prétendent tous que la seule façon dont nous puissions résoudre le problème du transport par rail consiste à abandonner les tarifs du Pas du Nid-de-Corbeau. Monsieur l'Orateur, c'est là réellement ce que réclament les sociétés de chemins de fer et ce que le ministre semble s'être engagé à leur accorder. Le député de Crowfoot (M. Horner) qualifie ces manœuvres d'intrigues de couloir, mais je les qualifierais plutôt de conspiration. Je crois que les sociétés ferroviaires et le ministre responsable de la Commission canadienne du blé ainsi que certains éléments d'organismes agricoles sont en effet engagés dans une conspiration en vue de critiquer et, espèrent-ils, de faire abandonner les tarifs du Pas du Nid-de-Corbeau.